
Ukraine : après le mur de Berlin, le mur de Kiev ?

🏠 > FIGARO VOX > VOX MONDE Par Alexis Feertchak | Publié le 13/11/2014 à 11:27



Soldats ukrainiens au combat, à Peski, dans l'est du pays, le 12 novembre. Crédits photo : Maxim Vetrov/AP

FIGAROVOX/TRIBUNE - Alors que l'Ukraine, excédée par la concentration de troupes russes dans l'est séparatiste, se prépare au combat, Alexis Feertchak considère que la France peut encore permettre de désamorcer la crise, à condition de se rapprocher de la Russie.

Alexis Feertchak est fondateur du site internet et de l'application I-philo.

Il y a vingt-cinq ans, le **mur de Berlin** tombait. Ceux de l'Ouest l'appelaient le «mur de la honte», ceux de l'Est le «mur de protection antifasciste». Ces mots d'hier paraissent aujourd'hui étrangement familiers alors que le cessez-le-feu en Ukraine, scellé à Minsk en septembre, semble s'effriter à mesure que les combats reprennent dans les Oblasts de Lougansk et Donetsk. Les dépêches de l'AFP se retrouvent de nouveau à la Une des médias: chars venus de Russie, files de camions militaires Kamaz, mise en garde de l'OTAN et de l'OSCE, tout semble mener vers une nouvelle escalade en Ukraine.

C'est l'Europe qui, aux origines de la crise actuelle, a imaginé l'Ukraine comme un mur et non comme un pont.

L'imaginaire du «mur» ressurgit en Europe, avec le même vocable que pendant la Guerre froide: le Kremlin crie au «fascisme» en regardant vers l'Ouest ; les Occidentaux condamnent l'invasion russe et les provocations du Président **Poutine**. Arrivé en tête des élections législatives, le Premier Ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, plus belliqueux dans ses positions que le Président Petro Porochenko, a été le premier à envisager l'érection d'un mur d'ici à trois ans entre les frontières russe et

ukrainienne.

Or, si l'hypothèse d'un tel mur ukrainien, physique ou seulement symbolique, se confirmait à l'Est de l'Europe, il faudrait changer le nom d'Ukraine, car le mot «Ukraine», en ukrainien ou en russe, signifie étymologiquement «marches» et non «mur». Une marche, à la différence d'un mur, ne sert pas à empêcher le passage d'un espace à un autre, mais bien au contraire à aider au franchissement de deux espaces voisins. Les mots sont souvent lourds de sens: jusque dans son nom même, l'Ukraine est un pont entre l'Europe occidentale et la Russie. L'idée d'un mur ukrainien serait un oxymore littéraire, mais aussi une faute historiquement lourde.

Une faute a été commise originellement par l'**Union européenne** qui, en plaidant pour un accord d'association exclusif avec l'**Ukraine**, ratifié en septembre 2014, a écarté de fait le partenaire russe des négociations. C'est l'Europe qui, aux origines de la crise actuelle, a imaginé l'Ukraine comme un mur et non comme un pont. Dans une sorte de prolongement anachronique de la doctrine du Containment établie pendant la Guerre froide, les Occidentaux ont fait abstraction de siècles d'histoire qui ont lié l'Ukraine à la Russie, mais aussi la Russie à l'Europe. Alors que l'armistice de 1918 a été commémoré en France et ailleurs, on aurait pu se rappeler que la Russie, au sein de la Triple Entente, fut le pays allié qui compta le plus grand nombre de victimes militaires pendant la Première guerre mondiale et qui ne connut pas la victoire du 11 novembre.

En érigeant Vladimir Poutine et la **Russie** comme ennemis absolus de l'Occident, le débat public autour de l'Ukraine s'est retrouvé faussé. Des critiques se sont élevées ici ou là pour condamner le manque de clairvoyance et l'agressivité des diplomatie européenne et américaine, mais, dans des tonalités différentes, les voix d'Hubert Védrine, de Dominique de Villepin, de **Vladimir Fédorovski**, d'**Hélène Carrère d'Encausse**, de Jacques Sapir ou de Jean-Pierre Chevènement n'ont pas porté assez loin pour réduire le manichéisme ambiant. Récemment, une conférence d'Alexandre Adler, prononcée à l'Institut Diderot, a éclairé le débat sous un jour intéressant. L'historien a rappelé quelques traits de l'histoire ukrainienne, notamment dans ses relations avec l'Europe occidentale et la Russie, qu'il me paraît important de garder à l'esprit.

Il ne s'agit pas de tomber dans les errements de la propagande russe: les Ukrainiens ne sont pas attirés par un prétendu fascisme hérité de la Seconde guerre mondiale, mais bien plutôt par le modèle européen que la Pologne représente à leurs yeux. Le Président Ianoukovitch a été renversé par le rejet populaire de l'oligarchie régnante, de la corruption, du délitement des libertés publiques et par l'échec répété des réformes économiques et sociales. Il ne s'agit pas non plus de tomber dans l'apologie de Vladimir Poutine, apologie qui agite les milieux identitaires et une partie de l'extrême-droite française, lesquels fantasment le Président russe en Tsar autoritaire et réactionnaire, seul capable de se dresser contre l'impérialisme libéral des Etats-Unis.

Ceci étant écrit, il reste à s'interroger sur la nature historique et culturelle de l'Ukraine, questionnement qui a été écarté largement du débat public. Alexandre Adler rappelle ainsi que l'on ne peut faire fi de l'histoire et, qu'on le veuille ou non, l'histoire de l'Ukraine et celle de la Russie sont indissociablement liées. Ainsi, rappelle-t-il l'inexistence historique de la nation et d'un Etat ukrainiens: «A mes yeux, la nation ukrainienne n'existe pas. Il a certes existé des embryons de puissance étatique en Ukraine à chaque fois que la Russie a été faible, notamment au début du XVIIIe siècle. Il y a eu aussi un mouvement nationaliste et politique ukrainien pendant le XIXe siècle. Mais tout cela ne suffit pas à créer une nation».

Au-delà de la langue et de la religion, c'est leur histoire commune qui lie le plus les Russes aux Ukrainiens, de la Rus' de Kiev au IXe siècle jusqu'à l'indépendance ukrainienne en 1991.

On comprendra par exemple que la question linguistique n'est pas un point de clivage sérieux entre Russes et Ukrainiens: peu parlée, la langue ukrainienne est comprise des russophones et, au centre l'Ukraine, une majeure partie de la population parle le Surzhik, un mélange entre l'ukrainien et le russe. Alexandre Adler précise ainsi que «l'identité linguistique ukrainienne est une plaisanterie». Il en va de même de l'identité religieuse car Russes comme Ukrainiens sont majoritairement orthodoxes, même s'il existe deux patriarcats distincts. Au delà de la langue et de la religion, c'est leur histoire commune qui lie le plus les Russes aux Ukrainiens, de la Rus' de Kiev au IXe siècle jusqu'à l'indépendance ukrainienne en 1991. Alexandre Soljenitsyne écrivait ainsi en 1990, juste avant la chute de l'URSS :

«Parler de l'existence depuis le IXe siècle d'un peuple ukrainien à part, parlant une langue non russe spécifique, est une falsification récente. Ensemble nous sommes issus de la noble Kiev d'où provient la terre russe selon la Chronique de Nestor, d'où nous est venue la lumière du christianisme. Nous avons été gouvernés par les mêmes princes».

Alexandre Adler ne dit pas autre chose lorsqu'il rappelle l'histoire commune des Ukrainiens et des Russes lors de la Seconde guerre mondiale, histoire qui dépasse de loin le ralliement au régime nazi d'une partie minoritaire de l'Ukraine occidentale. Cette accusation d'un mauvais comportement de l'Ukraine pendant la Seconde guerre mondiale, qui est à l'origine de la propagande du Kremlin à l'égard des «fascistes» de Kiev, s'explique par le fait qu'historiquement, une partie de l'Ukraine occidentale n'a pas été associée à l'histoire russe, mais a vécu sous la houlette du Royaume de Pologne, puis de l'Empire austro-hongrois. En 1940, dans le sillon de cet arrimage historique à la Mitteleuropa, une partie des Ukrainiens de l'Ouest ont participé de fait aux agissements du IIIe Reich. Mais ces comportements, qui ont existé, ne sont en rien représentatifs de l'Ukraine, ni même de l'Ukraine occidentale.

L'histoire témoigne in fine de ce que l'Ukraine est bien une marche et un pont vers la Russie, en aucun cas un mur: l'aspiration européenne des Ukrainiens ne peut se réaliser contre la Russie. C'est précisément ce que l'Union européenne n'a pas compris dans la crise qui agite aujourd'hui l'Ukraine. Elle n'a pas compris que la demande légitime du peuple ukrainien doit s'inscrire dans une coopération politique plus large qui englobe la Russie.

*Dans le respect de la tradition gaulliste et
mitterrandienne, il est probable que la solution se trouve
entre Paris, Berlin et Moscou, dans un rapprochement et
une coopération politique entre l'Europe occidentale et
la Russie, pour construire une Pax Europa autonome qui
ne repose plus sur la Pax Americana.*

La crise ukrainienne nous renvoie en creux au rêve gaulliste d'une Europe qui irait de l'Atlantique à l'Oural. François Mitterrand fut le dernier chef d'Etat français à avoir tenté de donner corps à ce projet européen. Le 31 décembre 1989, il lançait le projet d'une Confédération européenne, espace de coopération politique qui devait être proprement européen, c'est-à-dire capable de se passer du leadership américain et capable d'inclure à long terme la Russie (qui était encore l'Union soviétique). Comme l'a écrit par la suite Roland Dumas, le projet fut mort-né, même s'il fut bien accueilli par le chancelier allemand Helmut Kohl et le président tchèque Vaclav Havel. En réalité, la construction européenne et l'élargissement aux pays d'Europe de l'Est se sont faits sous l'auspice de la «doctrine Baker», du nom du Secrétaire d'Etat américain de Georges Bush (père). Cette Pax Americana fut rendue possible par l'extension progressive aux anciennes républiques satellites de l'Organisation pour la sécurité et la coopération européenne (OSCE) et de l'OTAN, deux organisations historiquement atlantistes.

La sénateur Marie-Noëlle Lienemann révélait récemment qu'en 1995, le Président François Mitterrand lui avait confié qu'il craignait qu'une guerre se déclarât entre l'Ukraine et la Russie. L'escalade de violences que connaît aujourd'hui l'Ukraine rend la prophétie de François Mitterrand chaque jour plus pertinente. En un sens, elle est même déjà réalisée. Alors, que faire? Dans le respect de la tradition gaulliste et mitterrandienne, il est probable que la solution se trouve entre Paris, Berlin et Moscou, dans un rapprochement et une coopération politique entre l'Europe occidentale et la Russie, pour construire une Pax Europa autonome qui ne repose plus sur la Pax Americana. Quant à la question de savoir si les Russes seraient d'accord pour une plus grande coopération avec l'Europe, l'histoire russe nous en donne une certaine idée: la grandeur de la Russie a rarement existé sans une certaine complicité avec l'Europe. Vladimir Poutine, en bon stratège, doit certainement le savoir. L'histoire russe en Ukraine est d'ailleurs un condensé de cette Russie tournée vers l'Europe. Pouchkine écrivait qu'Odessa, fondée en Ukraine par Catherine II en 1794, était une ville où l'«on peut sentir l'Europe».

Partisan d'une plus grande coopération avec la Russie, le philosophe Dominique Lecourt, qui dirige l'Institut Diderot, introduisait ainsi la conférence d'Alexandre Adler: «L'Union soviétique est désormais bien loin de nous! Il serait grave de donner à la Russie de demain le sentiment que, après un quart de siècle, nous ne nous en sommes pas encore aperçus». Si un certain idéalisme européen ne nous fait pas avancer dans ce sens, qu'au moins, en tirant les leçons de l'histoire, un réalisme de bon sens nous convainque de le faire.

Alexis Feertchak